

ADV.

ROYAUME DE BELGIQUE
LEGISLATION -
17 AVR 1964
Projet de loi n° 1 -
Chargement et déchargement

L. 8750/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, le 20 février 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi "complétant la loi du 9 juillet 1957, réglementant les ventes à température et leur financement", a donné le 16 mars 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e februari 1964 door de Minister van Economische Zaken en Energie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot aanvulling van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering", heeft de 16e maart 1964 het volgend advies gegeven :

17.4.64

L'objet du projet serait mieux précisé si l'intitulé était rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement pour l'étendre aux prêts personnels à tempérament".

Le projet de loi n'est pas accompagné d'un projet d'arrêté royal de présentation aux Chambres. A ce sujet, le Conseil d'Etat fait observer que la loi du 9 juillet 1957 a été présentée aux Chambres et contresignée par les Ministres des Affaires économiques, des Finances, des Classes moyennes, du Travail et de la Justice.

Article 1er.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

L'article 1er de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, est complété par la disposition suivante : ... "

Article 2.

L'article 2 du projet ajoute, au texte de l'article 2, les alinéas suivants :

- "6° les ouvertures de crédit et les prêts consentis à un commerçant pour ses besoins professionnels;
- 7° les conventions de prêt dont les modalités et les conditions sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres".

.../...

L'article 2 de la loi soustrait au champ d'application de celle-ci certaines ventes à tempérament et certains prêts à tempérament. L'article 2 du projet a pour objet de compléter l'article 2 de la loi en énumérant les catégories de prêts personnels à tempérament qui sont soustraites ou pourraient être soustraites à l'application de la loi. Ces exceptions ne concernent que les prêts personnels. Le texte ne le précise cependant pas et exempte certains "prêts" et certaines "conventions de prêt". Le 6°, et tout particulièrement le 7°, devraient être complétés sur ce point.

Dans la rédaction actuelle, "Les conventions de prêt dont les modalités et les conditions sont déterminées par le Roi", les mots "modalités et conditions" se rapportent à "conventions". Ce seront donc les conventions qui devront répondre à certaines conditions. S'il entre dans les intentions du Gouvernement de permettre d'exclure de l'application de la loi certains prêts en raison de la qualité de la personne qui les consent, il y aurait lieu de revoir la rédaction du 7°.

L'article 2 appelle également des modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaire. Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 2.-

A l'article 2 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° les ventes, les prêts à tempérament et les prêts personnels à tempérament effectués sans but de lucre";

.../...

- B) au 4°, les mots "ainsi que les prêts personnels à tempérament" sont insérés entre les mots "ou titres semblables" et "dont le montant";
- C) au 5°, les mots "les ventes et les prêts à tempérament" sont remplacés par les mots "les ventes, les prêts à tempérament et les prêts personnels à tempérament";
- D) l'article est complété par les dispositions suivantes :
- "6° les ouvertures de crédit et les prêts personnels consentis à un commerçant pour ses besoins professionnels;
- 7° les conventions de prêt personnel dont les modalités et les conditions sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres".

Article 3.

L'article 3 insère dans la loi du 9 juillet 1957 un chapitre IIIbis qui, en les adaptant, applique aux prêts personnels à tempérament les règles, contenues au chapitre III, applicables aux prêts à tempérament.

La rédaction suivante est proposée pour le liminaire de l'article :

"Article 3.-

Un chapitre IIIbis, intitulé "Des prêts personnels à tempérament" et contenant les articles 19bis à 19octies, est inséré dans la même loi : ...".

L'article 19ter, qui fera partie de ce chapitre IIIbis, précise les mentions que devront contenir les contrats de prêts personnels à tempérament.

La huitième mention est : "La destination précise du prêt".

.../...

Selon sa définition légale, le prêt à tempérament est destiné à permettre le paiement du prix d'un meuble corporel ou celui de certains services. Il y aura prêt personnel à tempérament quand le prêt à tempérament est consenti pour un autre usage. Le prêt ne sera pas nécessairement consenti pour une destination "précise". Cet adjectif devrait donc être supprimé.

L'article 19quater donne au Roi le pouvoir d'imposer pour une ou plusieurs catégories de prêts personnels à tempérament un délai maximum de remboursement.

Aux termes de l'article 19quinquies, le Roi fixe le maximum des taux de chargement. Ce taux peut varier suivant le montant ou la durée du prêt personnel à tempérament.

Ces deux articles correspondent aux articles 15 et 16 de la loi, qui donnent au Roi les mêmes pouvoirs en ce qui concerne les prêts à tempérament, mais ils ne prévoient pas la délibération du Conseil des Ministres, qui est imposée par les articles 15 et 16. L'exposé des motifs n'explique pas la raison de cette discordance.

Article 4.

Il n'y a pas lieu de modifier l'article 22 de la loi du 9 juillet 1957, mais les articles 3 et 43ter du livre préliminaire du Code procédure civile que cet article 22 modifie. Ces modifications devraient faire l'objet d'un article distinct, qui serait inséré après l'article 8.

.../...

Le texte suivant est proposé pour l'article 4 :

"Article 4.-

§ 1er. Dans l'article 20 de la même loi, les mots "ventes et prêts à tempérament" sont remplacés par les mots "ventes, prêts à tempérament et prêts personnels à tempérament".

§ 2. Dans l'article 21 de la même loi, les mots "d'une vente ou d'un prêt à tempérament" sont remplacés par les mots "d'une vente, d'un prêt à tempérament ou d'un prêt personnel à tempérament".

Article 5.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 5.-

L'article 23 de la même loi est complété par la disposition suivante :

"4° consentent des prêts personnels à tempérament".

Article 7.

Cet article devrait être rédigé de la façon suivante :

"Article 7.-

Dans l'article 27 de la même loi, les mots "ou du prêt personnel à tempérament" sont insérés entre les mots "du prêt à tempérament" et "le bénéfice".

.../...

Article 8.

La répression de la participation de plusieurs personnes à la même infraction est organisée par le Chapitre VII du Livre Premier du Code pénal pour les infractions punies par ce Code.

Ces dispositions font une distinction entre, d'une part, les auteurs et coauteurs, et d'autre part, les complices. Les premiers sont ceux qui ont exécuté l'infraction ou coopéré directement à son exécution, ceux qui ont prêté pour l'exécution une aide telle que sans leur assistance l'infraction n'eût pu être commise et ceux qui, par les moyens indiqués à l'article 66, ont directement provoqué à commettre l'infraction (Pén. article 66). Les complices sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre l'infraction, ceux qui ont procuré des armes ou autres moyens destinés à la commettre et ceux qui ont aidé ou assisté l'auteur de l'infraction dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'ont consommée, mais sans que cette assistance ait été telle que sans elle l'infraction n'aurait pu être commise (Pén. article 67).

Les auteurs et coauteurs sont punis de la peine que la loi attache à l'infraction (Pén. article 66); les complices sont punis d'une peine inférieure (Pén. article 69).

Aux termes de l'article 100 du Code pénal, à défaut de dispositions contraires dans les lois et règlements particuliers, le Chapitre VII précité n'est pas applicable aux infractions prévues par ces lois et règlements.

L'article 29 de la loi du 9 juillet 1957, qui en contient les dispositions pénales, ne fait pas référence au Chapitre VII du Livre Premier du Code pénal et ne contient aucune disposition relative à la participation criminelle qui y est réglée; il en résulte que, dans l'état de cette loi, la participation aux infractions prévues par ledit article 29 n'est pas punie et que seuls les auteurs directs de ces infractions sont punissables.

L'article 8 du projet prévoit l'insertion dans ledit article 29 d'un 5°, qui punit celui qui, pour le financement de l'achat et de la vente d'un bien meuble corporel ou d'une prestation soumis à la loi, se fait consentir ou consent un prêt personnel à tempérament en dissimulant la destination réelle du prêt "ou se rend complice d'une telle dissimulation".

L'on aperçoit mal la portée de ces derniers mots; la répression paraît adéquatement assurée puisque le texte punit tant celui qui consent que celui qui se fait consentir un prêt à tempérament sous l'apparence d'un prêt personnel à tempérament.

Indépendamment de cette considération, il échet d'observer qu'en vertu du principe de l'interprétation restrictive des dispositions de droit pénal, seul le complice, c'est-à-dire celui qui, aux termes de l'article 67 du Code pénal, aura apporté à l'auteur une assistance accessoire, sera punissable, alors que le coauteur, qui lui aura apporté une aide sans laquelle l'infraction n'aurait pu être commise et qui aura provoqué à commettre l'infraction, sera à l'abri de toute poursuite. Telle ne paraît pas pouvoir être l'intention du Gouvernement.

Si, au contraire, le mot "complice" est employé improprement et vise, en réalité, toute personne qui a participé à l'infraction, comme coauteur ou comme complice,

.../...

le texte, en ne faisant pas de distinction, déroge au principe contenu dans l'article 69 du Code pénal selon lequel les complices ne sont jamais punis que d'une peine inférieure à celle qui frappe les auteurs et les coauteurs . L'exposé des motifs n'indique pas les raisons de la dérogation qui serait ainsi apportée à l'un des principes traditionnels de notre droit pénal.

Enfin, seule la participation à l'infraction visée par le 5° nouveau de l'article 29 sera réprimée, alors qu'elle continuera à ne pas l'être s'il s'agit des autres infractions prévues par ce même article. Il y aurait ainsi dans la répression des infractions en matière de vente et de prêt à tempérament une certaine discordance sur laquelle le Conseil d'Etat a estimé devoir appeler l'attention du Gouvernement.

Cet article appelle, en outre, quelques modifications de forme qui ne nécessitent pas d'observations.

L'ensemble de l'article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 8.-

A l'article 29 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

- A. à l'alinéa 1er, 1°, les mots "de vente ou de prêt à tempérament ou de financement" sont remplacés par les mots "de vente, de prêt à tempérament, de prêt personnel à tempérament ou de financement";
- B. l'alinéa 1er est complété par la disposition suivante :
"5° ... (voir observation) ... ";
- C. à l'alinéa 2 , les mots "de vente ou de prêt à tempérament ou de financement" sont remplacés par les mots "de vente, de prêt à tempérament, de prêt personnel à tempérament ou de financement".

+

+ +

.../...

Ainsi qu'il a été dit dans le commentaire de l'article 4, un article 9 (nouveau), contenant les dispositions modifiant le **Livre** préliminaire du Code de procédure civile et correspondant à l'article 4, alinéa 3, du projet, devrait être inséré dans le texte du Gouvernement.

Il est proposé de rédiger cet article 9 de la façon suivante :

"Article 9.-

§ 1er. Dans l'article 3, 12°, de la loi du 25 mars 1876 contenant le titre premier du livre préliminaire du Code de procédure civile, modifié par la loi du 9 juillet 1957, les mots "aux ventes et aux prêts à tempérament" sont remplacés par les mots "aux ventes, aux prêts à tempérament et aux prêts personnels à tempérament".

§ 2. Dans l'article 43ter, inséré par la loi du 9 juillet 1957 dans la même loi, les mots "aux ventes et aux prêts à tempérament" sont remplacés par les mots "aux ventes, aux prêts à tempérament et aux prêts personnels à tempérament".

Article 9.

L'article 5 du projet a complété l'article 23 de la loi en y ajoutant un 4°, aux termes duquel doivent être agréées les personnes qui "consentent des prêts personnels à tempérament".

.../...

L'article 9 tend à permettre aux personnes qui consentent des prêts personnels à tempérament de continuer leurs opérations en attendant qu'il soit statué sur leur demande d'agrément.

Le premier alinéa permettant à ces personnes de continuer provisoirement leurs activités, il est inutile de préciser dans un alinéa distinct que l'article 29, 1°, qui édicte les sanctions pénales, ne leur sera pas applicable pendant la période d'instruction de la demande. Il suffira de le rappeler incidemment dans le cours de l'article.

Il serait préférable donc de rédiger comme suit cet article 9 qui deviendrait l'article 10 :

"Article 10.-

Les personnes physiques ou morales qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, consentaient habituellement des prêts personnels à tempérament doivent introduire leur demande d'agrément dans les deux mois de la publication de la présente loi au Moniteur belge.

Jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande d'agrément et sans que l'article 29, alinéa 1er, 1°, puisse leur être appliqué pendant cette période, les personnes mentionnées au présent article peuvent continuer leurs opérations".

.../...

Article 10.

L'article 10 fait entrer la loi en vigueur un mois après sa publication, à l'exception des articles 19quater et 19quinquies nouveaux, qui entrent en vigueur le jour de cette publication. Cette exception a pour objet de permettre au Roi de rendre applicables, aux contrats de prêt personnel à tempérament conclus depuis la publication de la loi, le délai maximum de remboursement et le maximum des taux de chargement qu'il pourra imposer en application des articles 19quater et 19quinquies nouveaux. Il s'indique donc de faire entrer en vigueur au jour de la publication la disposition du projet qui donne la définition de la notion du prêt personnel à tempérament (article 1er) ainsi que la disposition qui sanctionne le dépassement du taux maximum de chargement.

L'article 10 (qui deviendrait l'article 11) pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 11.-

La présente loi entre en vigueur un mois après sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, les articles 1er, alinéa 3, 19quater et 19quinquies, insérés dans la loi du 9 juillet 1957, entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi.

Il en est de même de l'article 19sexies en tant qu'il concerne le dépassement des taux de chargement qui seraient fixés en vertu de l'article 19quinquies".

Het doel van het ontwerp zou beter omschreven zijn in het volgende opschrift :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering, om ze uit te breiden tot persoonlijke leningen op afbetaling".

Aan het ontwerp van wet gaat geen indieningsbesluit vooraf. De Raad van State moge erop wijzen, dat de wet van 9 juli 1957 aan de Kamers voorgelegd en medeondertekend is door de Ministers van Economische Zaken, Financiën, Middenstand, Arbeid en Justitie.

Artikel 1.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 1.-

Artikel 1 van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering wordt met de volgende bepaling aangevuld : ...".

Artikel 2.

Artikel 2 van het ontwerp voegt aan de tekst van artikel 2 van de wet de volgende alinea's toe :

"6° de kredietopeningen en de leningen aan een ontlener toegekend voor de noodwendigheden van zijn beroep;

.../...

7° de overeenkomsten van lening waarvan de modaliteiten en de voorwaarden bij een in Ministerraad overlegd besluit door de Koning bepaald worden".

Artikel 2 van de wet houdt in sommige gevallen de verkoop en de lening op afbetaling buiten de werkingssfeer van de wet. Artikel 2 van het ontwerp bedoelt artikel 2 van de wet aan te vullen met de vermelding van de categorieën van persoonlijke leningen op afbetaling die buiten de werkingssfeer van de wet worden of kunnen worden gehouden. Die uitzonderingen slaan alleen op persoonlijke leningen. De tekst zegt het echter niet met zoveel woorden en verleent vrijstelling voor sommige "leningen" en "overeenkomsten van leningen". De tekst onder 6° en vooral onder 7° zou in dat opzicht moeten worden aangevuld.

In de huidige redactie : "De overeenkomsten van lening waarvan de modaliteiten en de voorwaarden ... door de Koning bepaald worden", slaan de woorden "modaliteiten en voorwaarden" op "overeenkomsten". De overeenkomsten zullen dus aan bepaalde voorwaarden moeten voldoen. Wil de Regering mogelijk maken dat bepaalde leningen uit de werkingssfeer van de wet worden gesloten wegens de hoedanigheid van degene die ze toestaat, dan zou de tekst onder 7° moeten worden herzien.

Ook naar de vorm moet artikel 2 wijzigingen ondergaan, die echter geen commentaar behoeven. Voorgesteld wordt, het als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

In artikel 2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

- A) de tekst onder 2° wordt door de volgende bepaling vervangen :
- "2° de verkoop, de lening op afbetaling en de persoonlijke lening op afbetaling, zonder winstoogmerk";
- B) in de tekst onder 4° worden de woorden "alook de persoonlijke lening op afbetaling" ingevoegd tussen de woorden "of soortgelijke titels" en "beneden een bedrag";
- C) in de tekst onder 5° worden de woorden "de verkoop of lening op afbetaling" vervangen door de woorden "de verkoop, de lening op afbetaling en de persoonlijke lening op afbetaling";
- D) het artikel wordt met de volgende bepalingen aangevuld:
- "6° de kredietopeningen en de persoonlijke leningen, aan een handelaar toegestaan voor de behoeften van zijn beroep;
- 7° de overeenkomsten van persoonlijke lening waarvan de Koning de nadere regelen en de voorwaarden bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalt".

Artikel 3.

Artikel 3 voegt in de wet van 9 juli 1957 een hoofdstuk IIIbis in, dat, met enige aanpassing, de regelen uit hoofdstuk III over de lening op afbetaling toepassing doet vinden op persoonlijke leningen op afbetaling.

Voorgesteld wordt, de inleidende volzin als volgt te lezen :

"Artikel 3.-

In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IIIbis "Persoonlijke lening op afbetaling", met de artikelen 19bis tot 19octies, ingevoegd : ...".

Artikel 19ter, dat in genoemd hoofdstuk IIIbis zal staan, zegt welke vermeldingen de contracten van persoonlijke lening op afbetaling moeten bevatten.

De achtste vermelding luidt : "De nauwkeurige bestemming van de persoonlijke lening".

Volgens de wettelijke definitie is de lening op afbetaling bestemd om de prijs van een lichamelijk roerend goed of van sommige diensten te kunnen betalen. Van persoonlijke lening op afbetaling is er sprake wanneer de lening op afbetaling voor een andere bestemming wordt toegestaan. De lening zal niet noodzakelijk een "nauwkeurige" bestemming hebben. Dat bijvoeglijk naamwoord zou dan ook moeten vervallen.

Krachtens artikel 19quater kan de Koning voor een of meer categorieën van persoonlijke leningen op afbetaling een uiterste termijn van terugbetaling bepalen.

Luidens artikel 19quinquies bepaalt de Koning het maximum-percentages van de lasten. Dat percentage kan verschillen volgens het bedrag of de duur van de persoonlijke lening op afbetaling.

Beide artikelen zijn de tegenhanger van de artikelen 15 en 16 van de wet, krachtens welke de Koning

.../...

dezelfde bevoegdheid heeft ten aanzien van de leningen op afbetaling. Zij bepalen echter niet, zoals die artikelen 15 en 16, dat de desbetreffende besluiten in Minister-raad overlegd moeten zijn. De memorie van toelichting zegt niet waarom het hier anders is.

Artikel 4.

Niet in artikel 22 van de wet van 9 juli 1957 moet wijziging worden aangebracht, maar wel in de artikelen 3 en 43ter van het voorafgaande boek van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, die daar genoemd artikel 22 zijn gewijzigd. Die wijzigingen zouden in een afzonderlijk artikel moeten staan, in te voegen na artikel 8.

Voorgesteld wordt, artikel 4 als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

§ 1. In artikel 20 van dezelfde wet worden de woorden "de verkoop en de lening op afbetaling" vervangen door de woorden "verkoop, lening op afbetaling en persoonlijke lening op afbetaling".

§ 2. In artikel 21 van dezelfde wet worden de woorden "een verkoop of lening op afbetaling" vervangen door de woorden "een verkoop, een lening op afbetaling of een persoonlijke lening op afbetaling".

Artikel 5.

Voorgesteld wordt , het artikel als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 5.-

Artikel 23 van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"4° persoonlijke leningen op afbetaling toegestaan".

Artikel 7.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 7.-

In artikel 27 van dezelfde wet worden de woorden "of van de persoonlijke lening op afbetaling" ingevoegd tussen de woorden "van de lening op afbetaling" en "zij behouden het voordeel van de termijnbetaling".

Artikel 8.

De bestraffing van de deelneming van verschillende personen aan hetzelfde misdrijf is geregeld in Hoofdstuk VII van Boek I van het Strafwetboek, voor de misdrijven welke dat Wetboek straft.

Die bepalingen maken een onderscheid tussen daders en mededaders aan de ene, en medeplichtigen aan de andere kant. De eersten zijn zij die het misdrijf hebben uitgevoerd of aan de uitvoering ervan rechtstreeks hebben medegewerkt, zij die tot de uitvoering zodanige hulp verleend hebben dat het misdrijf zonder hun bijstand niet had kunnen worden gepleegd en zij die, door de in artikel 66 genoemde middelen, het misdrijf rechtstreeks hebben uitgelokt (Strafwetboek, artikel 66). Medeplichtigen zijn

.../...

zij die onderrichtingen gegeven hebben om het misdrijf te plegen, zij die wapens of andere middelen verschaft hebben om het te plegen, en zij die de dader van het misdrijf geholpen of bijgestaan hebben in daden welke het misdrijf voorbereid, vergemakkelijkt of voltooid hebben, maar zonder dat die bijstand zodanig was, dat het misdrijf zonder die bijstand niet had kunnen worden gepleegd (Strafwetboek, artikel 67).

Daders en mededaders worden gestraft met de straf die de wet op het misdrijf stelt (Strafwetboek, artikel 66); medeplichtigen met een lagere straf (Strafwetboek, artikel 69).

Luidens artikel 100 van het Strafwetboek, is genoemd Hoofdstuk VII, bij gebreke van andersluidende bepalingen in bijzondere wetten en verordeningen, niet van toepassing op de misdrijven in die wetten en verordeningen bepaald.

Artikel 29 van de wet van 9 juli 1957, dat de strafbepalingen van die wet bevat, verwijst niet naar Hoofdstuk VII van Boek I van het Strafwetboek en bevat geen bepaling betreffende de daarin geregelde deelneming aan misdrijven; in de stand van die wet wordt deelneming aan de in artikel 29 bepaalde misdrijven dus niet gestraft en zijn alleen de rechtstreekse daders van die misdrijven strafbaar.

Artikel 8 van de ontwerp-wet voegt in genoemd artikel 29 een 5° in, dat degene straft die, voor de financiering van een aan de wet onderworpen aankoop of verkoop van een lichamelijk roerend goed of van een dienstverstrekking, zich een persoonlijke lening op

afbetaling doet verlenen of zelf verleent met verzwijging van de werkelijke bestemming van de lening, "of hieraan medeplichtig is".

De strekking van die laatste woorden is niet zeer duidelijk; de bestraffing lijkt op passende wijze te zijn geregeld, aangezien de tekst zowel degene straft die een lening op afbetaling onder de schijn van een persoonlijke lening op afbetaling toestaat, als degene die zich zulk een lening doet toestaan.

Hiervan afgezien, moet worden opgemerkt dat, krachtens het beginsel dat strafbepalingen beperkend moeten worden uitgelegd, alleen de medeplichtige, dus hij die luidens artikel 67 van het Strafwetboek de dader in bijkomende orde heeft geholpen, strafbaar zal zijn, terwijl de mededader, die hem een hulp zal hebben verleend zonder welke het misdrijf niet had kunnen worden gepleegd en die **het** misdrijf zal hebben aangelokt, buiten alle vervolging zal staan. Het wil de Raad van State voorkomen, dat de Regering het zo niet kan bedoelen.

Indien echter het woord "medeplichtig" oneigenlijk gebruikt is en in feite doelt op ieder die als mededader of medeplichtige bij het misdrijf betrokken is geweest, wijkt de tekst, die geen onderscheid maakt, af van het beginsel van artikel 69 van het Strafwetboek, volgens hetwelk medeplichtigen steeds worden gestraft met een lagere straf dan de daders en mededaders. De memorie van toelichting zegt niet om welke reden hier van een van de traditionele beginselen van ons strafrecht zou worden afgeweken.

Ten slotte zal deelneming aan het misdrijf alleen worden gestraft wanneer het gaat om het misdrijf bepaald in het nieuwe 5° van artikel 29, maar zal zij ongestraft blijven ten aanzien van de overige misdrijven die in dat artikel zijn bedoeld. In de bestraffing van de misdrijven met betrekking tot de verkoop en de lening op afbetaling zou dus enige tegenstrijdigheid bestaan; de Raad van State heeft gemeend hierop te moeten wijzen.

Ook naar de vorm moet dit artikel een aantal wijzigingen ondergaan; deze behoeven echter geen commentaar.

Het gehele artikel kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 8.-

In artikel 29 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- A. in het eerste lid, 1°, worden de woorden "verkoop of lening op afbetaling of financiering" vervangen door de woorden "verkoop, lening op afbetaling, persoonlijke lening op afbetaling of financiering";
- B. het eerste lid wordt met de volgende bepaling aangevuld :
"5° ... (zie opmerking) ...";
- C. in het tweede lid worden de woorden "verkoop of lening op afbetaling of financiering" vervangen door de woorden "verkoop, lening op afbetaling, persoonlijke lening op afbetaling of financiering".

+

+ +

.../...

Zoals in de commentaar bij artikel 4 is gezegd, zou in de tekst van de Regering een (nieuw) artikel 9 moeten worden ingevoegd, houdende de bepalingen tot wijziging van het voorafgaand boek van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, en overeenstemmend met artikel 4, derde lid, van het ontwerp.

Men leze dat artikel 9 als volgt :

"Artikel 9.-

§ 1. In artikel 3, 12°, van de wet van 25 maart 1876 houdende titel I van het voorafgaand boek van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1957, worden de woorden "verkoop en lening op afbetaling" vervangen door de woorden "verkoop, lening op afbetaling en persoonlijke lening op afbetaling".

§ 2. In artikel 43ter, door de wet van 9 juli 1957 in dezelfde wet ingevoegd, worden de woorden "verkoop en lening op afbetaling" vervangen door de woorden "verkoop, lening op afbetaling en persoonlijke lening op afbetaling".

Artikel 9.

Artikel 5 van het ontwerp heeft artikel 23 van de wet aangevuld met een 4°, luidens hetwelk moeten worden erkend de personen die "persoonlijke leningen op afbetaling toestaan".

Artikel 9 wil hen die persoonlijke leningen op afbetaling toestaan, in de gelegenheid stellen hun verrichtingen voort te zetten in afwachting dat op hun aanvraag om erkenning wordt beschikt.

Aangezien het eerste lid hen ertoe machtigt hun werkzaamheid voorlopig voort te zetten, is het onnodig in een afzonderlijk lid te bepalen dat artikel 29, 1°, hetwelk strafbepalingen bevat, op hen niet van toepassing zal zijn over de periode waarin de aanvraag wordt onderzocht. Dat kan terloops in het artikel zelf worden gezegd.

Het ware dan ook verkieslijk artikel 9, dat artikel 10 zou worden, als volgt te lezen :

"Artikel 10.-

De natuurlijke personen of rechtspersonen die, vóór de dag dat deze wet in werking treedt, er een gewoonte van maakten persoonlijke leningen op afbetaling toe te staan, moeten hun aanvraag om erkenning indienen binnen twee maanden nadat deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Totdat op hun aanvraag om erkenning is beschikt en zonder dat artikel 29, eerste lid, 1°, gedurende die periode op hen kan worden toegepast, mogen de in dit artikel genoemde personen hun verrichtingen voortzetten".

Artikel 10.

Artikel 10 doet de wet één maand na haar bekendmaking in werking treden, met uitzondering van de nieuwe

.../...

artikelen 19quater en 19quinquies, die op de dag van de bekendmaking in werking treden. Die uitzondering heeft tot doel de Koning in de gelegenheid te stellen, de uiterste termijn van terugbetaling en het maximum-percentages van de lasten die hij krachtens de nieuwe artikelen 19quater en 19quinquies kan opleggen, toepasselijk te verklaren op de contracten van persoonlijke lening op afbetaling die sedert de bekendmaking van de wet zijn gesloten. Het is dus nodig de bepaling van het ontwerp die het begrip persoonlijke lening op afbetaling omschrijft (artikel 1) en de bepaling die straf stelt op het overschrijden van het maximum-percentages der lasten, op de dag van de bekendmaking in werking te doen treden.

Artikel 10 (dat artikel 11 zou worden) kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 11.-

Deze wet treedt in werking een maand nadat zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De in de wet van 9 juli 1957 ingevoegde artikelen 1, derde lid, 19quater en 19quinquies treden in werking de dag waarop deze wet is bekendgemaakt.

Hetzelfde geldt voor artikel 19sexies voor zover het betrekking heeft op de overschrijding van de lasten-percentages die krachtens artikel 19quinquies mochten worden bepaald".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

F. DUCHENE,

Ch. VAN REEPINGHEN,

G. DE LEUZE,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la section de législation,
bijzitters van de afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE.

(s.) J. SUETENS.